

“Un échec de l’intégration va profiter aux populistes”

Conseil de l’Europe Le Commissaire aux droits de l’homme tire la sonnette d’alarme face au manque d’éducation inclusive.

Entretien Maria Udrescu et Louise Vanderkelen

Nils Muiznieks, Commissaire aux droits de l’homme du Conseil de l’Europe, défend l’éducation inclusive dont l’objectif est de lutter contre la ségrégation en milieu scolaire des enfants handicapés, des Roms et des migrants. Il fait le point sur la situation européenne et s’attarde sur le cas de la Belgique.

En Europe, existe-t-il un pays modèle en termes d’éducation inclusive ?

Je pense à Andorre. C’est un petit pays, avec un système scolaire trilingue qui accueille un bon nombre de primo-arrivants. Ils font un très bon travail en ce qui concerne leur intégration. L’Italie n’a pas d’école à enseignement différencié pour les enfants handicapés. En République tchèque, grâce à une nouvelle législation, les choses commencent à bouger pour pallier la ségrégation scolaire des enfants Roms.

Quels sont les mauvais élèves en la matière ?

L’éducation différenciée pour les enfants handicapés est un phénomène commun et ce, même dans les pays démocratiques et en bonne santé financière. Ces pays ont une approche paternaliste et disent : “Nous voulons leur offrir des soins spéciaux et une éducation spéciale”. Or, c’est néfaste pour l’enfant parce que ce dernier n’a pas de contact avec ses pairs. En 2015 et 2016, j’ai commencé à m’inquiéter de l’éducation inclusive des nouveaux réfugiés. J’ai réalisé que nous ne faisons pas bien les choses. Si on pousse systématiquement les enfants migrants dans l’enseignement spécialisé, professionnel, dans les “mauvaises écoles”, on les condamne à jouer uniquement certains rôles dans notre société. Ils ne deviendront pas nos médecins, nos avocats, nos businessmen, mais occuperont les postes les plus précaires. Ce sera catastrophique pour la cohésion sociale, l’intégration et les droits de l’homme en Europe. Au plus l’intégration va échouer, au plus cela va profiter aux politiciens populistes. Les partis modérés veulent-ils prendre le risque de voir leurs électeurs se tourner vers des populistes ?

“L’éducation différenciée est néfaste.”

Nils Muiznieks

L’UE a été accusée de tourner le dos à ses propres valeurs et aux droits de l’homme dans sa gestion de la crise migratoire. Le manque d’inclusion des migrants dans l’éducation est-il un symptôme de ce phénomène ?

Le fait est que certains pays essaient de se rendre les moins attractifs possible aux yeux des migrants. Ces deux dernières années, il y a de plus en plus de restrictions à la réunification familiale. Comment une personne peut-elle s’interroger si elle s’inquiète du sort de ses enfants ou de sa famille ? On voit également qu’on accorde à ces personnes des statuts de plus en plus instables. Dans certains pays, on observe aussi une réduction de tout un ensemble de bénéfices. Les réfugiés sont parfois si pauvres qu’ils peinent à peine survivre. Au Danemark, par exemple, les autorités confisquent les biens des demandeurs d’asile. Comment cela va-t-il aider leur intégration ?

Donc il n’y a pas nécessairement une fracture entre l’Europe orientale et occidentale en termes de politique migratoire ?

Non. À l’Ouest, il y a des situations très contradictoires, tout comme il y a des situations diverses en Europe de l’Est. Les pays baltes participent au programme de relocalisation, mais ne créent pas les conditions pour permettre à ces gens de rester sur leur territoire. La République tchèque a relocalisé une douzaine de personnes, la Hongrie

zéro, la Pologne zéro. Seule la Slovaquie a changé son fusil d’épaule, après le rejet par la Cour de justice de l’UE d’un recours intenté par Budapest et Bratislava. La Slovaquie et la Croatie commencent seulement à participer à ce mécanisme

Avez-vous l’impression que l’atmosphère change, à l’heure où l’Europe tente de tourner la page des crises ?

Nous avons assisté à un ensemble de crises qui ont miné la coopération européenne et les droits de l’homme. Durant la crise économique, beaucoup de droits de l’homme ont été jetés par la fenêtre. La crise migratoire a réellement détruit la coopération et la solidarité entre beaucoup de pays. Aujourd’hui, il y a encore le Brexit, la situation en Catalogne. Les crises continuent à venir. Nous ne pouvons pas encore dire que nous avons tourné la page. L’atmosphère est mauvaise. On a eu ce malaise général, marqué par l’euroscepticisme, le manque de confiance envers les institutions européennes. Cela est dû à un changement de génération. Les gens ne perçoivent plus la valeur ajoutée de ces institutions. Le Conseil de l’Europe, l’UE ont été créés pour arrêter les guerres, les génocides et les dictatures. Mais les gens n’ont plus peur des guerres, des génocides et des dictatures. Ils ont peur des terroristes, des migrants... La question est de savoir comment nous pouvons renouveler ces institutions et les rendre pertinentes aux yeux des citoyens.

En Belgique, 94 % des enfants handicapés suivent une éducation spécialisée

Quelles sont les principales lacunes de la Belgique en termes d'éducation inclusive ?

Je pense que la première nécessité est d'avoir un accord national en ce qui concerne l'éducation inclusive. Je trouve la situation très différente entre les deux régions du pays, que ce soit en termes d'inclusion des enfants handicapés ou en termes d'inclusion des enfants Roms ou des migrants. Du côté flamand, il y a au moins une base législative qui a été mise en place: le décret M. Il s'agit d'un grand pas en avant mais la Belgique a encore besoin d'un cadre légal plus précis, de telle sorte que les écoles ne puissent plus rejeter les enfants vulnérables. Les fonds financiers nécessaires au fonctionnement d'une éducation inclusive sont d'ailleurs disponibles si on rassemble les fonds pour l'éducation différenciée et celui des autres écoles. Mais il existe des freins. Je constate que des professeurs en enseignement différencié font du lobbying pour pouvoir conserver leur enseignement car l'éducation différenciée reçoit plus de fonds. Je vois beaucoup d'intérêts financiers à garder séparés les gens.

La Belgique n'adapte pas non plus ses écoles avec des aménagements raisonnables permettant l'accès aux personnes handicapées. Il s'agit d'un droit. Ce n'est pas un luxe, ce n'est pas un cadeau. Cela permet aux personnes handicapées de ne plus être discriminées.

Y a-t-il un groupe plus vulnérable qu'un autre ?

Les migrants, les Roms et les personnes handicapées sont toutes confrontées à des difficultés pour accéder à l'éducation en Belgique. Honnêtement, j'ai été surpris par le manque d'éducation inclusive en Belgique,

alors que le pays est une vieille démocratie. On m'a informé qu'en 2014, 94% des enfants handicapés suivaient une éducation spécialisée. 94%? C'est un pourcentage qu'on pourrait attendre d'un pays qui vient de sortir du communisme. Si on a 50 000 enfants qui sont aujourd'hui inscrits dans des écoles spécialisées, je voudrais voir ce chiffre descendre à 7000 par an. On m'a raconté ce qui se passait en Flandre. Imaginons qu'il y ait dix écoles dans la même zone et qu'une école en particulier gère bien les enfants avec un handicap. Toutes les autres écoles vont commencer à renvoyer les enfants handicapés vers cette même école. Elles vont dire aux parents : "vous savez, si vous voulez vraiment que votre enfant ait une bonne éducation, envoyez-le vers cette école. Ils sont mieux préparés". Mais cette école en question va avoir de plus en plus de difficultés à gérer la demande. Et cette école va être stigmatisée comme étant une école "spéciale".

Quelles sont les conséquences directes de cette ségrégation scolaire ?

L'éducation différenciée tend vers une qualité moindre d'apprentissage. Cela vaut aussi pour les enfants qui ne sont pas handicapés ou issus de l'immigration. S'ils grandissent en n'apprenant pas ce que c'est de vivre avec une personne vulnérable, s'ils n'apprennent pas à gérer la diversité, ils seront pauvres et leur éducation se dégradera. Peut-être pas de la façon dont nous mesurons généralement l'éducation, mais ils auront moins de compétences en ce qui concerne le vivre-ensemble. Les gens préfèrent catégoriser les enfants plutôt que de penser aux mesures à mettre en place pour assurer leur réussite.

Les droits de l'homme en Belgique

Le cas des migrants soudanais

Le commissaire Muižnieks s'est également exprimé sur le respect des droits de l'homme par la Belgique. Il a évoqué le cas des migrants soudanais détenus en centres fermés, leur identification par les autorités soudanaises et leur éventuel rapatriement: "Je sais qu'il y a en ce moment une polémique autour du sort réservé aux Soudanais détenus au centre fermé de Vottem. Tout ce que je peux dire c'est que je n'ai cessé de mettre en garde l'Europe quant aux accords passés avec des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. Donc, quand j'entends que des

officiers soudanais viennent en Belgique pour aider à identifier des gens, je m'inquiète d'autant plus. J'entends également que sur la vingtaine de personnes détenues à Vottem, beaucoup seraient des enfants. La question est de savoir s'ils sont traités comme tels, si leur âge a été pris en compte à la lumière des droits de l'homme, s'ils reçoivent la protection et les conseils dont ils ont besoin. Ils devraient avant tout être considérés comme des enfants plutôt que comme des personnes en situation irrégulière. Bien sûr, chaque pays a le droit de renvoyer des gens dans leur pays d'origine s'ils n'ont pas besoin de protection. Mais est-ce que les besoins de protection de ces Soudanais ont été correctement évalués ? Je ne sais pas."